



Les principales organisations syndicales des
Finances Publiques :
Solidaires, CGT, FO, CFDT
appellent l'ensemble des collègues à la **grève**
et aux **manifestations** le 22 mars prochain

Au plan national, après de nombreuses mesures qui ont touché l'ensemble des fonctionnaires :

- **gel** de la valeur du **point d'indice**,
- instauration d'un **jour de carence**,
- **hausse de 22 % de la CSG** sans compensation complète,
- report de la **revalorisation de la grille indiciaire** prévue dans PPCR,
- hausse des **cotisations retraites non compensées** (c'est pourquoi le montant sur la fiche de paie a baissé en début d'année !).

Ajoutons pour les personnels de la DGFIP la **remise en cause complète des règles de gestion, de mutations, des possibilités d'avancement de carrière**, ainsi que la limitation des possibilités de passer des concours, ...

Les projets du gouvernement sont clairs :

- amplification de la **rémunération au « mérite »**,
- **recours massif aux contractuels** en lieu et place des emplois de titulaires,
- **mobilité forcée** dans la Fonction Publique ou le privé **avec plan de départ « volontaire »**, avec un **bilan quinquennal de compétences** qui risque de se généraliser à terme,
- **disparition d'instances du dialogue social** sur le modèle de la Loi travail,
- **suppressions massives d'emplois** (50 000 emplois dans la fonction publique d'État sur 5 ans), générant une **augmentation du mal-être au travail**,
- **remise en cause du statut des fonctionnaires**.

Sans compter la remise en cause des droits de l'ensemble des salariés, notamment sur l'accès à la retraite.

Ainsi, le gouvernement lance le projet **CAP 22**, qui sous un joli nom va accélérer les suppressions d'emplois et les transferts de mission vers le système privé marchand ... au détriment des personnels et des missions.

Comme à l'habitude, **les personnels des Finances publiques, ministère jugé non prioritaire, seront parmi les premiers touchés par les suppressions d'emplois** (18 000 suppressions prévues pour les 4 années à venir).

Au plan local, les suppressions d'emplois et les réorganisations de missions touchent déjà largement les collègues dans chaque service (ESI, CID excentrée, DiSI). Des mutations sont bloquées, les relations avec la Centrale sont de plus en plus complexes, les collègues s'inquiètent pour l'avenir de leur travail et de leurs missions ...

Qu'en sera-t-il demain si nous ne faisons rien ?

Quel sera l'avenir des collègues dont le profil ne correspondra plus aux nouvelles missions ? (exemple avec la fin de la filière GCOS à Nantes Marsauderies) Leur proposera-t-on un plan de départ volontaire quand leurs « compétences » ne correspondront pas à ce qu'attend l'administration ?

Ne laissons pas notre administration devenir un nouveau « France Télécom » !

Réagissons maintenant !

**Soyons toutes et tous en grève et
aux manifestations unitaires le
jeudi 22 mars, comme nous y invite
l'appel intersyndical national
DGFIP
Solidaires - CGT - FO - CFDT !**